

## **Suivi des réformes : le gouvernement n'entend pas les organisations syndicales**

Révélee par la presse ce weekend, une circulaire du Premier ministre, datée du 18 novembre, rappelle à l'ensemble de ses ministres et aux préfets son ambition de faire aboutir les réformes prioritaires du gouvernement, notamment la réforme de l'Etat, annonçant la création d'un baromètre de suivi d'une trentaine de réformes, actualisé chaque trimestre, dans un souci de transparence vis-à-vis des Français.

Or, quelques jours plus tôt, le 6 novembre, la confédération FO, alertée par ses fédérations et de ses syndicats de la Fonction publique, avait adressé un courrier au Premier ministre pour demander la suspension des réformes controversées, découlant notamment de l'application de la loi de Transformation de la Fonction publique. Dans ce courrier, FO mettait en avant à la fois que les conditions d'un dialogue social effectif n'étaient pas réunies et que toute l'attention devait être concentrée sur les besoins prioritaires liés à la situation de crise sanitaire. FO rappelle que la loi de Transformation de la Fonction publique, dont elle demande l'abandon, avait été contestée par l'ensemble des fédérations syndicales de fonctionnaires.

Le mois dernier, les cinq confédérations syndicales s'étaient déjà adressées conjointement au gouvernement appelant à ce que le dialogue social se traduise par une écoute et une réponse effective de la part des pouvoirs publics, et affirmant la nécessité d'abandonner la réforme de l'assurance chômage et de ne pas remettre à l'ordre du jour le sujet des retraites.

FO ne peut accepter que la seule réponse apportée par le gouvernement, malgré des réunions régulières, soit, à fortiori dans le contexte actuel, la poursuite et l'amplification des chantiers engagés, pour faire aboutir des réformes controversées, par voie de circulaire ministérielle, en dehors du cadre du dialogue social.

Contact :

**Yves VEYRIER**  
Secrétaire général

**Secrétariat général**

 [yveyrier](mailto:yveyrier@force-ouvriere.fr)

 [@force-ouvriere.fr](https://www.facebook.com/forceouvriere)

 01.40.52.86.01

Paris, le 23 novembre 2020